

ACTIVITÉS DU COMITÉ SPS ET AUTRES ACTIVITÉS PERTINENTES DE L'OMC EN 2025

RAPPORT DU SECRÉTARIAT DE L'OMC¹

Le présent rapport, soumis dans le cadre de la 20^{ème} session de la Commission des mesures phytosanitaires (CMP) résume les activités du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC (le "Comité SPS") en 2025. Il décrit les discussions qui présentent un intérêt particulier pour la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) en reprenant les principaux points inscrits à l'ordre du jour des réunions du Comité SPS, à savoir: les Préoccupations commerciales spécifiques (PCS); la Transparence; l'Équivalence; la Régionalisation; la Surveillance de l'utilisation des normes internationales; l'Assistance technique; et les Séances thématiques et ateliers. Le rapport contient également des renseignements actualisés sur les suites données au Sixième examen du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord SPS, à savoir les travaux en cours pour la mise en œuvre des recommandations adoptées dans le rapport d'examen. Enfin, le rapport contient des renseignements pertinents sur le Règlement des différends à l'OMC et sur l'Accord sur la Facilitation des échanges (2017).

1 TRAVAUX DU COMITÉ SPS

1.1. Le Comité SPS a tenu trois réunions ordinaires en 2025 (les 19-21 mars, 18-20 juin et 5-7 novembre).² À la suite de l'adoption du rapport du sixième examen, en mai 2025, le Comité a organisé une réunion informelle pour débattre des dispositions à prendre pour engager l'application des recommandations formulées lors du sixième examen.³ Le Comité est convenu du calendrier provisoire ci-après pour les réunions ordinaires prévues en 2026: 11-13 mars, 24-26 juin et 4-6 novembre.⁴ Le Comité a aussi créé un Groupe de travail de la transparence, qui se réunira entre les sessions et immédiatement après les réunions du Comité SPS.

1.2. Mme Cecilia Risolo (Argentine) a assuré la présidence de la réunion de mars 2025. En juin 2025, Mme Maria Cosme (France) a été nommée Présidente pour la période 2025-2026.

1.1 Sixième examen du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord SPS

1.3. En mars 2025, le Comité a adopté le rapport du sixième examen de l'Accord SPS.⁵ Le rapport comprend deux parties: la Partie A contient des informations sur les propositions concernant le sixième examen, les discussions et les séances thématiques connexes et les principaux sujets proposés par les Membres, à savoir: les moyens de relever les défis du monde moderne et de faire face aux risques émergents; la coopération avec les organismes internationaux de normalisation (OIN); la régionalisation; l'assistance technique/le traitement spécial et différencié; les technologies/outils informatiques; la transparence/les procédures de notification; et d'autres sujets, tels que les LMR, l'enregistrement des établissements et les approches systémiques.⁶ Elle comprend aussi des recommandations sur chacun de ces sujets, qui orienteront la suite des travaux du Comité. Plusieurs de ces recommandations concernent les travaux de la CIPV en lien avec le Comité SPS. La partie B contient un document d'information résumant les principaux domaines de travail du Comité depuis le cinquième examen et couvrant la période allant du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2024.

¹ Le présent rapport a été établi par le Secrétariat de l'OMC sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres de l'OMC ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

² Les rapports des réunions de mars, juin et novembre 2025 sont reproduits dans les documents [G/SPS/R/116](#), [G/SPS/R/117](#) et [G/SPS/R/118](#), respectivement.

³ Le rapport de la session informelle tenue en mai 2025 figure à l'annexe A du rapport résumé de juin 2025 ([G/SPS/R/117](#)).

⁴ Les dates provisoires des réunions du Comité SPS pour 2026 figurent dans le document [G/SPS/GEN/2300](#) et sur la page Web dédiée <https://www.wto.org/spscommittee>.

⁵ [G/SPS/74](#) (Partie A) et [G/SPS/74/Add.1](#) (Partie B). Une page Web consacrée aux examens du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord est disponible à l'adresse https://www.wto.org/sps_review.

⁶ Voir le document [G/SPS/GEN/2194/Rev.5](#).

1.4. Sur le point intitulé "Coopération avec les organismes internationaux de normalisation (OIN)", le Comité est convenu des recommandations suivantes:

- *Conformément au Programme de travail relatif à la Déclaration SPS pour la CM12, le Comité invite le Codex, l'OMSA et la CIPV à continuer de communiquer, lors des réunions du Comité, des renseignements sur leurs projets d'Observatoire et sur les questions, difficultés et obstacles identifiés par leurs membres, notamment les pays en développement et PMA membres, en lien avec l'élaboration et la mise en œuvre de normes internationales.*
- *Le Comité jouera le rôle de centre d'échange de renseignements piloté par les Membres avec les OIN en ce qui concerne les activités de surveillance.*
- *Le Comité continuera de surveiller l'application des normes, directives et recommandations du Codex, de l'OMSA et de la CIPV visant à lever l'incertitude scientifique dans l'analyse des risques. Le Comité rappelle la recommandation selon laquelle l'approche et la méthode adoptées par les Membres pour remédier à l'incertitude doivent être clairement documentées et communiquées d'une manière transparente.*

1.5. La recommandation suivante, qui concerne la régionalisation, mentionne elle aussi explicitement les travaux de la CIPV:

- *Conformément au Programme de travail relatif à la Déclaration SPS pour la CM12, le Comité réaffirme l'importance de la régionalisation pour le commerce sûr des produits agricoles. Il encourage les Membres à échanger des renseignements sur l'adaptation des mesures SPS aux conditions régionales, y compris par la reconnaissance des zones exemptes de parasites ou de maladies ou des zones à faible prévalence de parasites ou de maladies, et sur les différentes formes de régionalisation reconnues par l'OMSA et la CIPV pour faciliter un commerce sûr.*

1.6. Le Comité est également convenu de créer un Groupe de travail de la transparence⁷, auquel peuvent participer tous les Membres et observateurs, et d'étudier la mise en place d'un système de mentorat afin de prêter assistance aux pays en développement et aux PMA Membres, y compris pour ce qui est de la transparence et de leur participation en temps opportun aux travaux sur les questions SPS.⁸ Pour une vue d'ensemble des autres recommandations, qui concernent aussi les travaux des OIN, il convient de se reporter au document [G/SPS/74](#). Lors de la réunion informelle du Comité qui a eu lieu en novembre 2025, les Membres ont débattu des mesures déjà prises en vue de la mise en œuvre des autres recommandations figurant dans le rapport du sixième examen.⁹

1.2 Préoccupations commerciales spécifiques (PCS)

1.7. Le Comité SPS consacre une partie importante de chaque réunion ordinaire à l'examen de problèmes commerciaux spécifiques (PCS). Tout Membre de l'OMC peut soulever des préoccupations au sujet des prescriptions imposées par un autre Membre de l'OMC en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de santé vétérinaire ou de préservation des végétaux. Ces questions peuvent être suscitées par la notification d'une mesure nouvelle ou modifiée ou par l'expérience des exportateurs. Bien souvent, d'autres Membres de l'OMC partagent des préoccupations similaires. Lors des réunions du Comité SPS, les Membres s'engagent généralement à échanger des renseignements et à tenir des consultations bilatérales afin de résoudre le problème identifié. Des renseignements détaillés concernant les PCS examinées au Comité SPS sont disponibles dans la [base de données sur les préoccupations commerciales de l'OMC](#).

⁷ Voir le paragraphe 2.34 du document [G/SPS/74](#). Une page consacrée au Groupe de travail de la transparence est accessible à l'adresse suivante: www.wto.org/spstwg.

⁸ Voir le paragraphe 2.24 du document [G/SPS/74](#). Une page consacrée au système de mentorat dans le domaine SPS est accessible à l'adresse suivante: www.wto.org/spsmessaging.

⁹ Voir la section 2 de l'annexe A du résumé de la réunion du Comité tenue en novembre 2025 ([G/SPS/R/118](#)).

1.8. Le Secrétariat de l'OMC établit chaque année un résumé des PCS soulevées au cours des réunions du Comité SPS.¹⁰ Depuis la création de l'OMC en 1995 jusqu'au 31 décembre 2025, les Membres ont soulevé [619 PCS](#), dont 128 (21%) étaient principalement liées à la [préservation des végétaux](#).

1.9. Une (5%) des 21 nouvelles PCS soulevées pour la première fois en 2025 concernait des questions liées à la préservation des végétaux:

- Préoccupation du Guatemala au sujet de l'incertitude concernant les exportations de fèves de café vers la République populaire de Chine ([ID 605](#)). Cette préoccupation a été examinée une nouvelle fois depuis qu'elle a été soulevée pour la première fois en juin 2025.

1.10. Outre la PCS [ID 605](#), les préoccupations suivantes, qui avaient été soulevées précédemment, ont de nouveau été examinées en 2025:

- Préoccupation de la Fédération de Russie concernant les mesures de quarantaine appliquées par l'UE à certains pins et à d'autres produits ([ID 348](#)). Cette préoccupation a été examinée deux fois depuis qu'elle a été soulevée pour la première fois en mars 2013;
- Préoccupation de l'UE concernant les restrictions à l'importation de pommes et de poires imposées par les États-Unis ([ID 439](#)). Cette préoccupation a été examinée 22 fois depuis qu'elle a été soulevée pour la première fois en mars 2018;
- Préoccupation du Taipei chinois au sujet de la suspension par la Chine des importations de fruits frais ([ID 532](#)). Cette préoccupation a été examinée douze fois depuis qu'elle a été soulevée pour la première fois en novembre 2021;
- Préoccupation du Brésil au sujet des retards injustifiés des États-Unis dans l'ouverture de leur marché des agrumes ([ID 542](#)). Cette préoccupation a été examinée huit fois depuis qu'elle a été soulevée pour la première fois en mars 2022;
- Préoccupation de l'UE au sujet de l'interdiction par le Maroc d'importer des plantes ornementales ([ID 548](#)). Cette préoccupation a été examinée neuf fois depuis qu'elle a été soulevée pour la première fois en juin 2022; et
- Préoccupation de l'UE au sujet de la lourdeur des procédures d'homologation des États-Unis pour les produits végétaux ([ID 596](#)). Cette préoccupation a été examinée trois fois depuis qu'elle a été soulevée pour la première fois en novembre 2024.

1.11. Outre les préoccupations susmentionnées, les Membres ont examiné, au cours de l'ensemble des réunions du Comité tenues en 2025, plusieurs [préoccupations commerciales spécifiques liées aux LMR de pesticides](#), ce qui indique l'attention croissante portée à ce sujet. Certaines des PCS relatives à d'autres sujets peuvent aussi concerner des [questions liées aux procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation](#) en rapport avec la préservation des végétaux.¹¹ Le rapport du Sixième examen du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord SPS comprend également des recommandations au sujet des LMR. Une Séances thématiques et ateliers [sur les approches réglementaires novatrices visant à faciliter un commerce sûr](#), qui comprenait des discussions sur les approches scientifiques concernant les LMR de pesticides et les résidus de médicaments vétérinaires dans les produits alimentaires, a eu lieu en mars 2025.¹²

¹⁰ Des renseignements détaillés sont disponibles dans la révision la plus récente de la série de documents [G/SPS/GEN/204/*](#). Ces résumés sont accessibles au public à l'adresse suivante: <https://docs.wto.org/>. Des renseignements concernant les documents SPS et les PCS peuvent aussi être recherchés sur la [plate-forme ePing SPS et OTC](#).

¹¹ Voir les documents [G/SPS/R/116](#) (mars 2025), [G/SPS/R/117](#) (juin 2025) et [G/SPS/R/118](#) (novembre 2025).

¹² Les propositions des Membres relatives aux LMR figurent dans les documents [G/SPS/W/361](#) (Australie) et [G/SPS/W/358](#) (Inde). Le programme, les exposés et les enregistrements de la séance thématique sont disponibles à l'adresse suivante: https://www.wto.org/english/tratop_e/sps_e/sps_1703202510_e/sps_1703202510_e.htm.

1.12. En mars 2025, l'Afrique du Sud a fait état de la résolution partielle de la PCS [ID 326](#) concernant les restrictions imposées par la Thaïlande sur les raisins de table, les pommes et les poires. L'accès au marché avait été accordé pour les raisins en 2015 et pour les pommes en 2024, et l'Afrique du Sud attendait l'achèvement de l'ARP relative aux poires. Au 31 décembre 2025, environ 56% des PCS examinées au Comité sont considérées comme [résolues ou partiellement résolues](#). Dans l'ensemble, 87 (68%) des 128 PCS portant sur les végétaux sont considérées comme totalement ou partiellement résolues.

1.3 Autres renseignements

1.13. En 2025, les Membres de l'OMC ont également fourni au Comité les renseignements généraux suivants qui portent entièrement ou en partie sur la protection des végétaux:

- Paraguay: nouveau modèle de certificat phytosanitaire ([G/SPS/GEN/2291](#));
- Nicaragua: certificat phytosanitaire d'exportation et certificat phytosanitaire de réexportation et leurs feuillets annexes ([G/SPS/GEN/2302](#)); et
- Chili (juin 2025): Pays exempt de *Xylella fastidiosa* ([G/SPS/GEN/2107](#)).¹³

1.14. En 2025, la CIPV a présenté des rapports sur les activités pertinentes, qui figurent dans les documents [G/SPS/GEN/2297](#) et [G/SPS/GEN/2356](#). En mars 2025, la CIPV a mentionné la CPM-19, et notamment l'examen de deux nouvelles normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP), le lancement du Campus de la CIPV sur la santé végétale et des informations actualisées sur plusieurs activités, telles que l'approche "Une seule santé" et la solution ePhyto de la CIPV. La CIPV a également présenté des renseignements sur la Journée internationale de la santé des végétaux, qui porterait sur l'importance de la santé des végétaux dans le contexte de l'initiative "Une seule santé". En novembre 2025, la CIPV a souligné l'accent mis sur le cadre stratégique dans le programme de la CPM-20 à venir. Le Comité des normes recommanderait l'adoption, à la CPM-20, d'un projet de révision de la NIMP 26 et d'un projet d'annexe à la NIMP 23 relative à l'inspection au champ; il avait aussi adopté deux nouveaux protocoles de diagnostic. Le secrétariat de la CIPV continuait de renforcer les capacités phytosanitaires nationales en élaborant des guides et du matériel d'apprentissage en ligne, accessibles via le Campus d'apprentissage en ligne de la CIPV. Lors de la réunion de novembre, la CIPV a aussi indiqué que 97 pays échangeaient des certificats ePhyto; on estimait que cela générerait 80 millions d'USD d'économies annuelles à l'échelle mondiale. Pour ce qui était du Programme phytosanitaire pour l'Afrique (PPA), le secrétariat de la CIPV a expliqué que la phase 2 étendrait le programme à d'autres pays d'Afrique, et qu'une mobilisation continue des ressources était essentielle pour obtenir des résultats à long terme. L'accent a aussi été mis sur les ateliers régionaux organisés dans les régions de la FAO. Le secrétariat a aussi communiqué des renseignements sur les travaux des groupes de réflexion sur les changements climatiques et les questions phytosanitaires, sur les conteneurs maritimes et sur la sécurité de l'aide humanitaire dans le contexte phytosanitaire. Enfin, il a mentionné le succès de la célébration de la Journée internationale de la santé des végétaux en El Salvador et la participation de la CIPV à l'exposition organisée à l'occasion du 80^{ème} anniversaire de la FAO.

1.4 Transparence

1.15. Les Membres de l'OMC sont juridiquement tenus de notifier les projets de mesures SPS nouvelles ou modifiées qui s'écartent des normes internationales pertinentes, notamment les NIMP. Toutefois, les recommandations adoptées par le Comité SPS encouragent la notification de toutes les mesures nouvelles ou modifiées, même lorsqu'elles sont conformes aux normes internationales.¹⁴ Bien que cette recommandation ne modifie pas les obligations juridiques des Membres de l'OMC, elle améliore la transparence en ce qui concerne l'application des NIMP.

1.16. Au total, en 2025, [2 497 notifications SPS](#) ont été présentées à l'OMC, soit le plus grand nombre de notifications jamais présentées par les Membres. Parmi celles-ci figuraient [1 370](#) notifications ordinaires (plus [21 révisions](#)) et [172](#) notifications de mesures d'urgence; [1 supplément de traduction](#); le reste était composé [d'addenda et de corrigenda](#). Au total, [285](#) (soit 21%) des 1 370

¹³ Voir la section 6.2.1.4 du document [G/SPS/R/117](#) (juin 2025).

¹⁴ Voir le paragraphe 2.3 du document [G/SPS/7/Rev.5](#).

notifications ordinaires et [8](#) (soit 5%) des 172 notifications de mesures d'urgence avaient pour objet principal la protection des végétaux. La majorité de ces notifications ([175](#) des 285 notifications ordinaires et [7](#) des 8 notifications de mesures d'urgence sur la protection des végétaux) indiquaient la conformité avec la NIMP pertinente. La [plate-forme ePing SPS et OTC](#), lancée en 2022, permet de consulter et de gérer facilement tous les documents de l'OMC relatifs aux mesures SPS; elle comprend les mesures SPS notifiées, les listes des coordonnées des autorités nationales responsables des notifications et des points d'information nationaux, les préoccupations commerciales spécifiques (voir la section 1.2 ci-dessus), ainsi que d'autres documents relatifs aux mesures SPS distribués à l'OMC. En 2025, le Secrétariat a annoncé une nouvelle fonctionnalité de la [plate-forme ePing SPS et OTC](#), qui permettrait aux utilisateurs enregistrés de demander des traductions non officielles de projets en réglementation en anglais, français ou espagnol; les Membres étaient encouragés à faire part de leurs observations afin d'améliorer cet outil.

1.17. Depuis juin 2024, le Secrétariat a régulièrement fait rapport sur l'approbation d'un projet du STDF ([STDF/PG/1000](#)) visant à améliorer la [plate-forme ePing SPS et OTC](#). Ce projet vise à soutenir l'accès aux marchés pour les pays en développement et les PMA Membres en accroissant la transparence des mesures SPS et OTC. Il portera sur l'amélioration de la clarté, de la prévisibilité et de la coordination réglementaire concernant les règlements SPS et OTC dans des pays pilotes, à savoir l'Afrique du Sud, le Kenya, la Namibie, l'Ouganda et la Tanzanie. Les résultats du projet comprendront une évaluation des besoins, un recensement des parties prenantes et l'élaboration de matériels de formation et d'ateliers. [Le projet a été lancé en décembre 2025.](#)

1.4.1 Groupe de travail de la transparence

1.18. Le rapport du Sixième examen du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord SPS contient deux recommandations sur la transparence.¹⁵ Dans le cadre de la seconde recommandation, le Comité est convenu de créer un Groupe de travail de la transparence ouvert à la participation de tous les Membres et observateurs, pour un mandat de deux ans pouvant être prorogé par le Comité. La recommandation énumère en outre quelques axes de travail possibles pour le Groupe de travail.

1.19. Lors de la réunion informelle du 15 mai 2025, la Nouvelle-Zélande a présenté son projet de lignes directrices pour le Groupe de travail de la transparence. Au cours de cette réunion, la Nouvelle-Zélande et le Chili ont manifesté leur intérêt pour un rôle de codirection des travaux du Groupe.¹⁶ À la réunion de juin 2025, le Comité est convenu que la première réunion du Groupe de travail sur la transparence aurait lieu en novembre 2025; le Chili et la Nouvelle-Zélande en seraient les coresponsables et les travaux du Groupe suivraient les lignes directrices opérationnelles proposées.¹⁷ Les coresponsables, en coordination avec le Secrétariat, ont élaboré un questionnaire en ligne reposant sur les quatre grands axes de travail indiqués dans les recommandations du Groupe de travail de la transparence du Comité SPS, en vue de favoriser les consultations avec les Membres. Le questionnaire a été lancé en juillet 2025, et les questions ont constitué des éléments utiles à l'élaboration d'un projet d'ordre du jour pour la première réunion du Groupe de travail et ses travaux ultérieurs.

1.20. La première réunion du Groupe de travail sur la transparence, facilitée par la Nouvelle-Zélande et le Chili, a eu lieu le 3 novembre 2025. Le Secrétariat a d'abord présenté un aperçu des résultats de l'enquête sur la transparence. Les responsables ont ensuite proposé un projet de plan de travail sur deux ans, et donné aux Membres la possibilité de présenter leurs observations, soit à l'oral, pendant la réunion, soit par écrit, dans un délai établi. Le Pérou a ensuite présenté les travaux récents relatifs au projet de l'APEC "Initiative de suivi sur la promotion de la transparence par l'amélioration des renseignements présentés dans les notifications SPS". Cette présentation a été suivie par un exposé sur l'expérience du Groupe de travail de la transparence du Comité OTC. La réunion s'est achevée par une discussion sur les étapes suivantes pour le Groupe de travail de la transparence du Comité SPS.¹⁸ Tous les renseignements pertinents, y compris le plan de travail proposé et les résultats de l'enquête, sont disponibles sur la page Web dédiée (www.wto.org/spstwg).

¹⁵ Voir le paragraphe 2.34 du document [G/SPS/74](#).

¹⁶ Voir la section 1.1 de l'annexe A du document [G/SPS/R/117](#). Les lignes directrices proposées par la Nouvelle-Zélande figurent dans le document [JOB/SPS/41](#).

¹⁷ Voir le paragraphe 6.23 du document [G/SPS/R/117](#).

¹⁸ Voir la section 5.3.1 du résumé de la réunion de novembre 2025 ([G/SPS/R/118](#)).

1.5 Équivalence

1.21. Les lignes directrices relatives à la mise en œuvre de l'article 4 de l'Accord SPS, qui traite de l'équivalence, prennent acte, entre autres choses, des travaux entrepris à ce sujet au Codex, à l'OMSA (fondée en tant qu'OIE) et à la CIPV et encouragent ces organismes à poursuivre l'élaboration de directives spécifiques. Aucun organisme de normalisation n'a présenté de contribution en 2024 au titre de ce point de l'ordre du jour. En 2025, aucun Membre n'a présenté de notification sur la [reconnaissance de l'équivalence](#) des mesures SPS d'un autre Membre. Au total, 11 notifications ont été présentées depuis 1995.

1.22. Le rapport du Sixième examen du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord SPS comprend également des recommandations au sujet de l'équivalence. La Séances thématiques et ateliers sur les [approches réglementaires novatrices pour faciliter un commerce sûr](#), qui a eu lieu en mars 2025, comprenait des discussions sur les difficultés liées à une approche systémique visant à réduire au minimum les risques phytosanitaires.¹⁹

1.6 Régionalisation

1.23. L'article 6 de l'Accord SPS dispose que les mesures prises par les Membres doivent tenir compte des zones exemptes de parasites ou de maladies et des zones à faible prévalence de parasites ou de maladies. Dans le contexte du Comité SPS, ce concept est souvent appelé la "régionalisation". Les directives sur la régionalisation²⁰ adoptées par le Comité SPS définissent le type de renseignements normalement requis pour la reconnaissance des zones exemptes de parasites ou de maladies et des zones à faible prévalence de parasites ou de maladies, ainsi que les étapes administratives habituelles du processus de reconnaissance. Le Comité est convenu de surveiller la mise en œuvre de l'article 6 sur la base des renseignements communiqués par les Membres de l'OMC.

1.24. Le Secrétariat de l'OMC établit un rapport annuel sur la mise en œuvre de l'article 6, qui récapitule i) les demandes de reconnaissance des zones exemptes de parasites ou de maladies et des zones à faible prévalence de parasites ou de maladies; ii) les déterminations concernant la reconnaissance de la régionalisation; et iii) les expériences des Membres dans la mise en œuvre de l'article 6 et la fourniture aux autres Membres intéressés des éléments d'information pertinents concernant leurs décisions. Le rapport annuel du Secrétariat, qui porte sur la période allant du 1^{er} avril 2024 au 31 mars 2025 et a été établi sur la base des renseignements communiqués par les Membres de l'OMC au moyen de notifications et dans le cadre des réunions du Comité SPS, a été distribué aux Membres en mai 2025.²¹

1.25. Le rapport du Sixième examen du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord SPS comprend également des recommandations au sujet de la régionalisation. La Séances thématiques et ateliers sur les [approches réglementaires novatrices pour faciliter un commerce sûr](#), qui a eu lieu en mars 2025, comprenait également des discussions sur l'adaptation aux conditions régionales.²²

1.7 Surveillance de l'utilisation des normes internationales

1.26. La procédure adoptée par le Comité SPS pour surveiller l'utilisation des normes internationales invite les Membres de l'OMC à identifier les problèmes commerciaux spécifiques auxquels ils se sont heurtés du fait de l'utilisation ou de la non-utilisation des normes, directives ou recommandations internationales pertinentes.²³ Ces problèmes, une fois examinés par le Comité SPS, sont portés à l'attention des organismes internationaux de normalisation compétents. Aucune question relative à la protection des végétaux, nouvelle ou soulevée précédemment, n'a été soulevée depuis la publication du rapport précédent.

¹⁹ Voir le paragraphe 2.44 du document [G/SPS/74](#). Le programme, les exposés et les enregistrements de la séance thématique sont disponibles à l'adresse suivante: https://www.wto.org/english/tratop_e/sps_e/sps_1703202510_e/sps_1703202510_e.htm.

²⁰ Voir le document [G/SPS/48](#).

²¹ Voir le document [G/SPS/GEN/2316](#).

²² Voir le paragraphe 2.17 du document [G/SPS/74](#). Le programme, les exposés et les enregistrements de la séance thématique sont disponibles à l'adresse suivante: https://www.wto.org/english/tratop_e/sps_e/sps_1703202510_e/sps_1703202510_e.htm.

²³ Voir le document [G/SPS/11/Rev.1](#).

1.27. Le Secrétariat de l'OMC élabore des rapports annuels sur la procédure de surveillance qui résument les questions liées aux normes examinées par le Comité et les réponses reçues des organismes internationaux de normalisation compétents. Le rapport annuel du Secrétariat couvrant la période allant du 1^{er} avril 2024 au 31 mars 2025 a été distribué aux Membres en mai 2025.²⁴

1.28. Le Sixième examen du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord SPS de l'Accord SPS a abouti à un certain nombre de recommandations concernant les activités du Comité SPS et des organismes internationaux de normalisation sur la surveillance de l'utilisation des normes internationales, y compris au moyen de projets d'observatoire (voir paragraphe 1.4 ci-dessus).

1.8 Assistance technique

1.29. À chacune de ses réunions, le Comité SPS demande aux Membres de l'OMC de lui communiquer des renseignements concernant leurs besoins et leurs activités en matière d'assistance technique. Les rapports de la CIPV au Comité résumaient certaines des activités du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités.

1.30. Plusieurs Membres, dont le Canada²⁵ et le Japon²⁶, ont communiqué des renseignements concernant les activités d'assistance technique dans le domaine SPS. La Côte d'Ivoire²⁷ a aussi communiqué des renseignements d'ordre général sur l'assistance technique et le renforcement des capacités visant à soutenir les pays en développement et les pays les moins avancés. En outre, plusieurs organisations ayant le statut d'observateur ont décrit au Comité leurs activités d'assistance technique.²⁸

1.31. Le document [G/SPS/GEN/997/Rev.15](#) et ses addenda, publiés en 2025, fournissent des renseignements sur toutes les activités d'assistance technique de l'OMC prévues pour l'année civile dans le domaine SPS. Des séminaires nationaux ont été organisés à la demande de Membres de l'OMC. Des renseignements supplémentaires concernant les activités SPS sont disponibles à l'adresse <http://www.wto.org/sps/ta>.

1.32. Avant la réunion du Comité SPS de mars, le Secrétariat de l'OMC distribue son rapport intitulé "Activités d'assistance technique et de formation dans le domaine SPS", contenant des renseignements détaillés sur toutes les activités d'assistance technique menées dans le domaine SPS par le Secrétariat de l'OMC entre 1994 et la fin de l'année précédente.²⁹

1.33. La CIPV a participé virtuellement à un cours régional sur l'Accord SPS pour les pays d'Europe centrale et orientale, d'Asie centrale et du Caucase, organisé par l'OMC en coopération avec l'Institut multilatéral de Vienne (IMV).

1.34. Le rapport du Sixième examen du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord SPS contient des recommandations au sujet de l'assistance technique et du TSD, et préconise notamment d'étudier la mise en place d'un système de mentorat afin de prêter assistance aux pays en développement et aux PMA Membres, y compris pour ce qui est de la transparence et de leur participation en temps opportun aux travaux sur les questions SPS.³⁰

²⁴ Voir le document [G/SPS/GEN/2317](#).

²⁵ Voir la section 6.2.1 du document [G/SPS/R/118](#) (novembre 2025).

²⁶ Voir la section 6.2.1 du document [G/SPS/R/116](#) (mars 2025) et la section 6.2.2 du document [G/SPS/R/118](#) (novembre 2025).

²⁷ Voir la section 7.2.1 du document [G/SPS/R/117](#) (juin 2025).

²⁸ Voir les documents [G/SPS/R/116](#) (mars 2025), [G/SPS/R/117](#) (juin 2025) et [G/SPS/R/118](#) (novembre 2025).

²⁹ Le document [G/SPS/GEN/521/Rev.20](#) contient des renseignements sur les activités d'assistance technique menées par le Secrétariat de 1994 à la fin de 2024. Les renseignements les plus à jour figurent dans la révision la plus récente du document [G/SPS/GEN/521](#).

³⁰ Voir le paragraphe 2.24 du document [G/SPS/74](#). Une page consacrée au système de mentorat dans le domaine SPS est accessible à l'adresse suivante: www.wto.org/spsmentoring.

1.9 Séances thématiques et ateliers

1.35. Le Comité SPS organise régulièrement des séances thématiques sur les sujets proposés par les Membres.³¹ La CIPV a contribué à certaines de ces activités par des exposés.

1.36. En mars 2025, le Comité a tenu une Séance thématique sur les [approches réglementaires novatrices visant à faciliter un commerce sûr](#). Lors de cette réunion, un membre du Pacifique Sud-Ouest, appartenant au Comité des normes de la CIPV, a présenté un [aperçu des approches systémiques et des NIMP de la CIPV](#).³² À la réunion de juin 2025, le Comité a tenu une séance thématique sur la [lutte contre la résistance aux antimicrobiens au moyen de mesures SPS dans le commerce international](#). Lors de cette réunion, le secrétariat de la CIPV a présenté l'[Analyse de la CIPV concernant l'usage des agents antimicrobiens \(AMU\) pour la protection des végétaux](#).³³ À la suite d'une proposition de la Côte d'Ivoire, le Comité a aussi tenu une [séance thématique sur le traitement spécial et différencié \(TSD\)](#) en septembre 2025.³⁴ En novembre 2025, le Comité a tenu une [Séance thématique sur les contrôles SPS à l'importation fondés sur des données scientifiques pour faciliter un commerce sûr](#).³⁵ Lors de cette réunion, le secrétariat de la CIPV a présenté un exposé sur la [mise en œuvre de l'inspection fondée sur les risques pour les envois importés](#). En novembre 2025, le Comité a décidé de ne pas tenir de séance thématique en mars 2026.

1.10 Règlement des différends

1.10.1 La procédure de règlement des différends de l'OMC

1.37. Tout Membre de l'OMC peut faire appel aux procédures formelles de règlement des différends de l'OMC s'il estime qu'une mesure imposée par un autre Membre de l'OMC est contraire à l'un des Accords de l'OMC, dont l'Accord SPS. Si les consultations formelles sur ce problème ne donnent pas de résultat, un Membre de l'OMC peut demander qu'un groupe spécial soit établi pour examiner la plainte.³⁶ Un groupe spécial de trois personnes examine les arguments écrits et oraux présentés par les parties au différend et remet un rapport dans lequel figurent ses constatations et recommandations juridiques. Jusqu'en décembre 2019, les parties au différend pouvaient faire appel d'une décision d'un groupe spécial auprès de l'Organe d'appel de l'OMC. Toutefois, celui-ci ne fonctionne plus depuis la fin de 2019 faute de quorum. L'Organe d'appel examinait les constatations juridiques du groupe spécial et pouvait les confirmer, les modifier ou les infirmer.

1.38. Selon l'Accord SPS, lorsqu'un différend soulève des questions scientifiques ou techniques, le groupe spécial devrait demander l'avis d'experts scientifiques et techniques compétents. Des experts scientifiques ont été consultés pour tous les différends concernant l'Accord SPS, à une exception près. Les experts sont généralement choisis sur des listes fournies par les organisations internationales pertinentes, y compris les organismes internationaux de normalisation cités dans l'Accord SPS. Les parties au différend sont consultées au moment du processus de sélection des experts et pour ce qui touche aux renseignements demandés par ceux-ci.

³¹ Les activités, ateliers et formations organisés et projetés par le Comité peuvent être consultés à l'adresse suivante: <https://www.wto.org/sp/ta>.

³² Le programme, les exposés et les enregistrements de la séance thématique sur les procédures d'homologation sont disponibles à l'adresse suivante: https://www.wto.org/french/tratop_f/sp/1703202510_f/1703202510_f.htm.

³³ Cette séance thématique faisait suite à une proposition de l'Union européenne ([G/SPS/GEN/2293](#)). Le programme, les exposés et les enregistrements de la séance thématique sont disponibles à l'adresse suivante: https://www.wto.org/french/tratop_f/sp/1606202510_f/1606202510_f.htm.

³⁴ Voir la proposition de la Côte d'Ivoire, à la section 6.7.3.1 du résumé de la réunion de juin 2025 ([G/SPS/R/117](#)). Le programme et les enregistrements de la séance thématique peuvent être consultés à l'adresse suivante: https://www.wto.org/french/tratop_f/sp/3009202515_f/3009202515_f.htm. Le rapport du modérateur sur la séance thématique figure dans le document [G/SPS/GEN/2366](#).

³⁵ Cette séance thématique faisait suite à une proposition de l'Union européenne ([G/SPS/GEN/2292](#)), et était coorganisée par l'Union européenne, le Canada, la Norvège et les États-Unis. Le programme, les exposés et les enregistrements sont disponibles à l'adresse suivante: https://www.wto.org/french/tratop_f/sp/03112025_f/03112025_f.htm. Le rapport du modérateur sur la séance thématique figure dans le document [G/SPS/GEN/2373](#).

³⁶ Un diagramme du processus de règlement des différends peut être consulté à l'adresse suivante: http://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/tif_f/disp2_f.htm.

1.10.2 Différends liés aux questions SPS

1.39. Au 31 décembre 2025, 644 plaintes avaient été officiellement présentées dans le cadre du système de règlement des différends de l'OMC. Parmi celles-ci, 54 portaient sur des questions SPS, et des rapports de groupes spéciaux (et, le cas échéant, de l'Organe d'appel) avaient été publiés pour 15 différends liés à des mesures SPS.

1.40. En 2024, l'Afrique du Sud a demandé l'ouverture de consultations avec l'Union européenne au sujet de mesures additionnelles de l'UE concernant l'importation d'agrumes en provenance d'Afrique du Sud ([UE – Agrumes II](#)). Aucune mesure concrète n'a été prise en 2025; en janvier 2026, le Groupe spécial a été établi mais n'a pas encore été constitué.

1.41. Cinq rapports de groupes spéciaux ont porté sur des prescriptions en matière de parasites des végétaux et de quarantaine: i) la plainte des États-Unis au sujet de l'obligation imposée par le Japon d'effectuer des essais par variété de fruits afin de vérifier l'efficacité du traitement contre le carpocapse ([Japon – Produits agricoles](#))³⁷; ii) la plainte des États-Unis au sujet de la série de prescriptions imposées par le Japon sur les pommes importées des États-Unis en raison du feu bactérien ([Japon – Pommes](#))³⁸; iii) la plainte de la Nouvelle-Zélande visant les restrictions imposées par l'Australie à l'importation de pommes ([Australie – Pommes](#))³⁹; iv) la plainte du Mexique au sujet des restrictions visant les avocats frais imposées par le Costa Rica ([Costa Rica – Avocats](#))⁴⁰; et v) la plainte du Costa Rica au sujet des mesures prises par le Panama concernant l'importation de certains produits ([Panama – Mesures à l'importation](#))⁴¹.

1.42. Les faits nouveaux concernant ces différends et d'autres différends sont publiés à l'adresse suivante: <http://www.wto.org/disputes>.

1.11 Facilitation des échanges

1.43. Le nouvel Accord multilatéral de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE), entré en vigueur en 2017, a pour but d'améliorer le mouvement, la mainlevée et le dédouanement des marchandises aux frontières. Les 36 dispositions de l'AFE énoncent des prescriptions applicables aux organismes à la frontière pour simplifier les formalités à la frontière, améliorer la transparence et renforcer la coopération entre les organismes à la frontière et transfrontières. L'Accord exige de tout Membre de l'OMC qu'il établisse un comité national pour surveiller sa mise en œuvre.

1.44. Au 31 décembre 2025, 161 des 166 Membres, soit 97% des Membres de l'OMC, ont déposé leur [instrument de ratification de l'Accord](#).

1.45. Dans le cadre de l'Accord, les pays en développement et les PMA Membres peuvent désigner eux-mêmes les dispositions qu'ils mettront en œuvre immédiatement, après une période de transition ou après avoir reçu une assistance et un soutien pour le renforcement des capacités. À la fin de 2025, les pays en développement et les PMA Membres avaient notifié un taux de [mise en œuvre des engagements](#) de 87,4%.⁴²

1.46. Afin de respecter les délais de mise en œuvre et de tirer pleinement profit de la mise en œuvre de cet accord, les autorités chargées de la protection des végétaux doivent être bien intégrées aux discussions nationales relatives à la facilitation des échanges. De fait, les objectifs de la facilitation des échanges et ceux de la protection des végétaux se renforcent mutuellement. La facilitation des échanges soutient le commerce de produits végétaux sûrs en favorisant des contrôles plus efficaces et plus efficaces, notamment en accordant une plus grande priorité aux inspections de produits à

³⁷ Le rapport du Groupe spécial figure dans le document [WT/DS76/R](#). Le rapport de l'Organe d'appel figure dans le document [WT/DS76/AB/R](#).

³⁸ Le rapport du Groupe spécial figure dans le document [WT/DS245/R](#). Le rapport de l'Organe d'appel figure dans le document [WT/DS245/AB/R](#).

³⁹ Le rapport du Groupe spécial figure dans le document [WT/DS367/R](#). Le rapport de l'Organe d'appel figure dans le document [WT/DS367/AB/R](#).

⁴⁰ Le rapport du Groupe spécial figure dans le document [WT/DS524/R](#).

⁴¹ Le rapport du Groupe spécial figure dans le document [WT/DS599/R](#). Il a fait l'objet d'un appel "dans le vide" le 24 janvier 2025.

⁴² Les pays développés Membres étaient tenus de mettre en œuvre toutes les dispositions de l'AFE dès son entrée en vigueur le 22 février 2017.

haut risque, tout en favorisant les vérifications avant ou après le passage de la frontière pour éviter la création de goulets d'étranglement. Au cours de la [Séance thématique sur les contrôles SPS à l'importation fondés sur des données scientifiques](#) organisée en novembre 2025, le Secrétariat de l'OMC a présenté un exposé intitulé "[Facilitation des contrôles SPS à l'importation: liens avec la mise en œuvre de l'AFE](#)".⁴³

⁴³ Voir les paragraphes 2.3 et 2.4 du document [G/SPS/GEN/2373](#).